

Courrier des lecteurs

**Les médecins radiologues libéraux scannent la crise Covid-19**

Dès le début du confinement, un médecin radiologue lyonnais a tenu son Journal, en vidéo, pour pointer les qualités et les dysfonctionnements du système de santé français.

La Fédération Nationale des Médecins Radiologues (FNMR) publie, aujourd'hui, le verbatim de ce Journal ainsi qu'un bilan de la crise et de nombreux témoignages de médecins fran-

çais, étrangers, et de patients, sous le titre « *Les médecins radiologues libéraux scannent la crise Covid-19* »

Nous dressons un bilan médical et institutionnel, de cette pandémie afin de mieux se préparer à une éventuelle « deuxième vague » ou à toute autre crise sanitaire.

**Le bilan médical et radiologique.** La gestion de la crise, par le ministère et la plupart des Agences Régionales de Santé, a reposé sur une approche hospitalo-centrée qui, dans la plupart

des régions, a « oublié » volontairement les structures privées, libérales, pénalisant ainsi la prise en charge des patients Covid et non-Covid.

La communication institutionnelle a totalement oublié les patients non-Covid. Angoissante, elle les a souvent dissuadés de consulter. Certains ont été verbalisés pour s'être rendus, « sans convocation », dans un cabinet de radiologie. Conséquence de cette communication non maîtrisée, nous diagnostiquons, aujourd'hui, des pathologies avancées,

cancers, AVC, insuffisance cardiaque, etc., non prises en charge à temps pendant la période de mars à juin.

Alors qu'en France comme à l'étranger, tous les médecins, se sont accordés sur le rôle du scanner thoracique pour le diagnostic rapide de l'infection et le suivi des patients, le Conseil scientifique Covid-19 ne comprenait et ne comprend toujours pas de représentant de la radiologie. Plus grave, l'insuffisance d'équipement en France - notre pays en a trois fois moins que l'Allemagne - et la mise à

l'écart de nombreux scanners libéraux, ont pénalisé la prise en charge optimale des patients.

De plus, les délais de désinfection des équipements ont majoré la saturation de ces appareils réduisant encore leur disponibilité.

**Le bilan institutionnel.** Le journal de la crise et celui du radiologue lyonnais montrent une gestion incohérente par nos responsables politiques. Comment leur faire confiance quand ils affirment que les masques sont inutiles, voire dangereux, pour la plupart de nos concitoyens, alors que deux mois plus tard ils deviennent indispensables, voire obligatoires ?

Comme tous les professionnels de santé, les médecins radiologues libéraux et leurs collaborateurs ont subi l'absence de protections. Avant même le confinement, la FNMR avait alerté le ministère de la Santé sur cette question sans obtenir de réponse. Même en recourant au système « D », certains centres d'imagerie ont dû fermer, temporairement, faute de protections, d'autres parce que des membres de leur personnel avaient contracté le Covid-19.

Le discours institutionnel sur la prise en charge des patients et les mesures prises ont été axés, et le restent, quasi exclusivement sur l'hôpital public. Toute la médecine spécialisée, en particulier libérale, qui assurait la continuité des soins a été « oubliée ». Une des conséquences économiques de la gestion de la crise a été l'effondrement de l'activité des cabinets libéraux, jusqu'à 80 % en radiologie.

« Une approche hospitalo-centrée dans la plupart des régions, a « oublié » volontairement les structures privées, libérales, pénalisant ainsi la prise en charge des patients

Une autre manifestation du désintérêt de l'État pour le secteur libéral a été l'exclusion du personnel des cabinets libéraux lors de l'attribution de la prime Covid. Cela a été ressenti comme une injustice incompréhensible. Le président de la République avait pourtant vanté les mérites des « héros en blouse blanche » et affirmé que « quoiqu'il en coûte » tout serait fait pour combattre cette épidémie. Les mots s'envolent mais les vidéos restent...

Le Gouvernement a voulu tirer des leçons de la crise en lançant le Ségur de la santé. La médecine libérale a été totalement oubliée.

Ce n'est pas le Ségur de la santé, mais le Ségur de l'hôpital !

La FNMR critique cette gestion politicienne, et présente dix propositions pour améliorer le système de santé. En imagerie, la première est d'accroître le nombre de scanners et d'IRM en France pour une meilleure prise en charge de tous les patients.

Dr Jean-Philippe Masson  
président de la FNMR  
(Fédération nationale  
des médecins radiologues)

Écrivez-nous !

● Adressez vos tribunes ou courriers à : [jean.paillard@lequotidiendumedecin.fr](mailto:jean.paillard@lequotidiendumedecin.fr)

LE QUOTIDIEN  
DU MÉDECIN  
[www.lequotidiendumedecin.fr](http://www.lequotidiendumedecin.fr)

49<sup>e</sup> ANNÉE - 1, RUE AUGUSTINE-VARIOT - CS 80004 - 92245 MALAKOFF CEDEX - TÉL. : 01 73 28 12 70 - ISSN 0399-2659 - CPPAP 0422 T 81257

MARDI 20 OCTOBRE 2020 - N° 9863